



**Western Hemisphere Transport Initiative
Iniciativa de Transporte del Hemisferio Occidental
Initiative de Transport de l'Hémisphère Occidental
Iniciativa de Transportes do Hemisfério Ocidental**

**Procès-verbal de la 10ème Réunion du Comité Exécutif
27 avril, 2007, Centre de Conférence de la Jamaïque, Kingston, Jamaïque**

La 10ème réunion du comité exécutif de l'Initiative de transport de l'hémisphère occidental (ITHO) fut convenu à Kingston, Jamaïque le 27 avril, 2007 sous la présidence de la Jamaïque, avec les États-Unis et le Brésil comme Co-Présidents. Le Brésil était représenté par l'Ambassadeur du Brésil à la Jamaïque.

Des délégués des pays et des organisations suivantes participèrent à la réunion: l'Équateur, le Mexique, la République Dominicaine, le Canada, la Colombie, Haïti, le Panama, l'Argentine, le Brésil, la Jamaïque, les États-Unis, l'Organisation Maritime Internationale (OMI), l'Association des États de la Caraïbe (AEC), le Mémoire d'entente des Caraïbes sur le contrôle des navires par l'État du port (Caribbean Memorandum of Understanding on Port State Control ou CMOU).

Le principal objectif de la réunion était de délibérer sur le progrès du travail en cours par les Groupes de Travail, et de discuter de la prochaine réunion ministérielle prévue pour le 23-24 Août, 2007 à Montego Bay, Jamaïque.

La Bienvenue et les remarques préliminaires du Président:

Dr. Alwin Hales, Secrétaire d'État, au Ministère du Logement, des transports, des eaux et des travaux publics souhaita la bienvenue à la Jamaïque aux participants et à la 10ème réunion du comité exécutif. Il déclara que la question des transports était l'une des questions les plus importantes dans le monde actuel, et que divers modes de transports terrestres, aériens et maritimes, avaient pendant des siècles marqués le développement, ou le manque de développement des nations du monde. Il constata que le transport aérien, par exemple, avait été transformé pour toujours par les événements du 11 Novembre 2001, et plus récemment par la découverte d'un complot au Royaume-Uni, pour causer des ravages dans le secteur.

Il ajouta que le transport maritime serait toujours un problème, car il existe un équilibre fragile entre la mer, ses produits, et l'environnement, et la façon dont nous nous servons des ressources, en faisant attention au développement durable.

Tournant son attention au transport terrestre, Dr. Hales déclara qu'il n'était pas nécessaire de chercher plus loin que son propre pays, la Jamaïque, où il y a un taux très élevé d'accidents de la route. Il cita le cas où plusieurs vies furent perdues sur les routes de la Jamaïque, juste deux jours auparavant, dû à des accidents de la route. Le Secrétaire d'État continua en déclarant que le moment était venu, pour que les états de l'hémisphère interviennent pour accéder aux questions de transport, et fassent des recommandations à ce sujet. Le moment n'est pas seulement opportun, mais cette intervention est aussi très nécessaire, et c'est dans ce contexte, qu'il caractérisa notre époque comme une époque de défis, mais néanmoins, de possibilités passionnantes.

Dr. Hales reconnu aussi le lien entre une infrastructure physique adéquate et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, programme des Nations Unies, auquel les États s'étaient engagés. Le succès demandera un effort soutenu, la décennie durant, entre le présent et le délai imparti pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le temps est restreint, et seul un effort en collaboration aboutira à la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Le Secrétaire d'État souligna aussi l'Objectif du Millénaire 8 qui met l'accent sur la nécessité d'un partenariat mondial pour le développement. La réduction de moitié des coûts de transport des pays enclavés, et leur accès aux marchés mondiaux d'ici 2015, constituent l'objectif principal du OMD8. L'espoir est que toutes entraves non-physiques au transport qui prolongent le trajet, le dédouanement, les ralentissements à la frontière, et qui gênent la libre circulation des services et marchandises, seront éliminées d'ici 2015. Le Dr. Hales promit le soutien de la Jamaïque pour assurer que l'impulsion pour augmenter l'efficacité et la sécurité des systèmes de transport devienne une réalité. Il remarqua que le proverbe "L'union fait la force, la division fait la faiblesse" était toujours applicable, et que bien entendu, nous n'échouerions pas.

Le Dr. Hales souhaite aux délégués du succès dans leurs délibérations, et ajouta qu'il s'attendait à une issue positive, et en fin de compte, à une région dont le système de transport aura été amélioré.

Approbation de l'ordre du jour et des questions de procédure

Points à l'ordre du jour:

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour fut approuvé

2. Mise à jour des Groupes de Travaux:

a) Le Groupe d'experts sur la sûreté, la sécurité et la coopération en aviation (GESSCA)

La présentation fut faite par Mr. Pierre Goulet qui représentait le Co-Président, Canada. Il informa la réunion qu'il y avait un intérêt régional croissant pour le GESSCA, étant donné que plus de pays s'intéressent à participer et à travailler pour la sûreté et la sécurité aérienne de la région. Le dynamisme et l'intérêt des États membres ont augmenté à un point tel, qu'il fut convenu pendant la dernière réunion, que le GESSCA se réunirait deux fois l'an, plutôt qu'annuellement. La prochaine réunion se tiendra au Panama.

Il signala que des progrès considérables avaient été réalisés pendant la dernière réunion sur un nombre de questions. L'un des progrès est un calendrier de séances de formation concernant la sûreté et la sécurité aérienne. Il fut convenu pendant la réunion, qu'une proposition pour la création d'un réseau de points communs de sécurité, serait mis en valeur par une autre proposition pour l'élaboration d'un système d'échange d'information sur la sûreté et la sécurité aérienne dans l'hémisphère.

Il déclara aussi qu'il y avait la question de compétence linguistique de l'OACI, qui était en suspens, d'après laquelle tous les aiguilleurs du ciel doivent répondre aux exigences stipulées par l'OACI d'ici 2008. Il fut convenu que tous les pays membres collaboreraient pour atteindre ce but. Il signala aussi que les membres du GESSCA avaient convenu d'établir un Centre d'Enquête sur les Accidents dans la région.

Il réitéra que les objectifs du GESSCA étaient le partage d'information, l'accroissement de la connaissance, l'augmentation de la sûreté et de la sécurité, des projets pour le renforcement des capacités dans les États membres, et la durabilité dans la formation. Il souligna aussi l'élément de "la formation du formateur", lié à toute formation fournie par le GESSCA, afin que la formation puisse être partagée avec d'autres personnes dans leur propre pays. A cette fin, le GESSCA a organisé des séances d'information et des séminaires sur les systèmes de gestion de la sécurité, et leur application sur la gestion de la faune sauvage, et sur diverses questions qui concernent la sécurité aérienne, tels que les listes d'articles interdits, le contrôle des passagers, de la cargaison, et des baggages arrimés, ainsi que les systèmes de gestion de la sécurité.

Il déclara, qu'à la dernière réunion, une proposition avait été déposée pour un réseau hémisphérique où les États membres pourraient avoir accès à l'information en temps réel, dans un réseau sécurisé. Ce réseau contiendrait des renseignements sur la législation, les statuts, les règlements, les programmes de formation, les issues des réunions, et faciliterait le travail de chaque état, en ce qui concerne la sûreté et la sécurité aérienne. Il décrivit aussi le "Programme pour le renforcement des capacités dans la lutte antiterroriste" du Canada, et mentionna que de tels projets pourraient être partiellement financés par ce programme.

Mr. Goulet annonça aussi que le GESSCA cherchait à obtenir du financement de la BID, pour financer ses projets de renforcement des capacités. La BID a, cependant, suspendu tout financement, jusqu'à ce que les projets puissent être validés. Il avait prévu une réunion avec la BID pour la première semaine de Mai 2007, afin d'obtenir des renseignements et des clarifications supplémentaires, en ce qui concerne le financement. La BID annonça qu'une fois la validation des projets, et la démonstration de leur succès, accomplies, que la banque serait possiblement en mesure de commencer à financer de nouveaux projets.

Il remarqua que Transport Canada avait effectué un certain nombre d'évaluations ou de diagnostics de la sécurité aérienne dans plusieurs pays latino-américains cette année. Aussitôt que les besoins aériens et de sécurité spécifiques seront identifiés, le suivi de la formation pour le contrôle, et la sensibilisation à la sécurité, sera assuré. La formation sera adaptée aux besoins spécifiques du pays.

Il mentionna aussi que le GESSCA avait l'intention de développer une base de données pour formation dans l'hémisphère occidental, en coordination avec d'autres organisations régionales tels que LACLAC, GREPACAS, et CICTE, pour éviter la duplication des efforts.

Le Co-Président du GESSCA demanda instamment aux pays membres de promouvoir le concept du GESSCA auprès de leurs Ministres supérieurs, étant donné que sans leur contribution, le financement ne deviendrait jamais accessible aux projets ayant trait à la sûreté et la sécurité aérienne. Il remarqua que le financement représentait le plus grand défi que confrontait le GESSCA. Il conclut en encourageant les États membres à participer dans les activités et les réunions du GESSCA, afin de pouvoir partager leurs expériences, leurs compétences techniques et leurs pratiques optimales.

b) Groupe de Travail des Experts de Transports Terrestres (LEWG)

Le représentant du Département de Transport, Administration de la Voie Publique Fédérale des USA, Michael Avery, se présenta en donnant une brève historique contextuelle. Il remarqua que l'objectif du Groupe de Travail des Experts de Transports Terrestres était d'identifier des sujets et des centres d'intérêt pour les États membres, les développer, et organiser des activités dont tous les pays membres de l'ITHO pourraient tirer avantage. L'objectif principal est donc d'améliorer le transport terrestre des États membres.

Il cita les domaines suivants, comme étant des centres d'intérêt pour la plupart, si ce n'est tous, les États membres;: La sécurité routière, le financement de l'infrastructure, les routes rurales, les routes menant aux marchés, les régions agricoles, la formation des personnes, et le renforcement de la capacité du personnel dans le secteur de croissance. Il déclara aussi que la première chose à faire, était d'identifier des partenaires associés, car sans aide, le Président, le Pérou, et Co-Président, les USA, ne pourraient réaliser la quantité de travail qu'il y avait à accomplir. Le Groupe de Travail essaierait de recenser des organisations qui sont déjà engagées dans le secteur des projets de transport routier, pour travailler avec celles-ci. En second lieu, le financement devra être identifié. Il suggéra donc que le Groupe de travail envisage de s'adresser à des entreprises du secteur privé, tels des compagnies d'assurance, étant donné que celles-ci seraient directement intéressées dans la sécurité routière. Troisièmement, l'on ne saurait trop insister sur l'importance primordiale du partage d'information, de technologie et de pratiques optimales. Il signala que les États-Unis dépensaient US \$100 millions annuellement pour les recherches et le développement, et que l'information était mise à la disposition de tous les États membres.

Mr Avery annonça que le Groupe de Travail des Experts de Transports Terrestres commencerait à identifier des activités, et à les organiser.

Le travail préliminaire du Groupe commencerait par le développement d'une base de données de sécurité routière, avec informations et pratiques optimales.

Une série de webinaires, vidéoconférences et conférences web seraient convenues pour discuter de sujets intéressants, tels la sécurité routière, le financement de l'infrastructure, ce que l'on appelle les Projets BRT, projets de transit et de voies réservées aux autobus, et les pratiques optimales dans une variété de domaines. Il souligna aussi l'importance de la participation des États membres aux réunions qui sont tenues. Il annonça la Conférence du Conseil d'Administration de la Recherche sur le Transport, qui se tient annuellement à Washington D.C., au mois de Janvier, où au moins 11,000 officiels du monde du transport sont prévus. Pour conclure, des ateliers faisant partie du plan d'action biennale de LEWG, seront tenus sur le transit du trafic commercial, la gestion de la chaussée, les techniques de construction, et plusieurs autres sujets sous considération.

Mr Avery déclara que l'objectif principal des activités de LEWG était de fournir des connaissances, de la technologie, et des renseignements, pour que tous les États membres puissent être en mesure de réduire les accidents mortels de la route, et pour l'amélioration du transport routier dans leurs pays respectifs. Pour conclure, il demanda aux délégués de s'assurer que les renseignements soient communiqués aux personnes compétentes dans leurs pays, pour que celles-ci puissent s'engager dans le processus à travers des audio-conférences

Après l'exposé, le Ministre Extérieur du Transport de la Colombie, annonça au public que les véhicules de transport en Colombie se convertissaient à l'usage du gaz naturel. Ceci s'avérait représenter une économie d'une importance majeure pour le gouvernement de la Colombie, qui est disposé à partager son expertise en la matière avec les autres États membres. Il annonça aussi que les propriétaires de voitures privées continuent à convertir leurs véhicules à l'usage du biofuel.

Après la présentation, le Co-Président, Joseph Traini, remercia Michael Avery pour son exposé, mais il réitéra néanmoins, que quoique les représentants locaux des États membres fussent présents, et qu'ils eussent contribué énormément aux réunions, qu'il aimerait aussi avoir la participation des technocrates des États membres, qui sont directement responsables pour l'ITHO, à la réunion. Il demanda aux participants qu'ils ne manquent pas de faire part à leurs Ministres des Transport, de l'importance d'une représentation appropriée aux réunions de l'ITHO.

La Présidente, Mme Elsa-May Binns de la Jamaïque, approuva les propos du Co-Président, et réitéra aussi l'importance de la participation des technocrates des États membres respectifs aux réunions.

c) Groupe de Travail Technique sur la Sûreté Maritime, la Sécurité et l'Environnement (TWGMSSE)

Le Vice-Amiral Peter Brady, Président du Groupe de Travail Technique sur la Sûreté Maritime, la Sécurité et l'Environnement du Milieu Marin, commença son exposé en exprimant, qu'il était regrettable que l'assistance soit beaucoup moins nombreuse que prévu. Il remarqua que peu de travail avait été réalisé depuis la dernière réunion tenue en Août 2006, mais que des liens avaient, cependant, été établis avec le Comité interaméricain des ports, et la région avait bénéficié du partage d'informations.

Le Comité examina aussi un nouveau concept nommé "Plan d'Action Régional pour la Sécurité Portuaire" (RAPPS). Cette question n'eut, cependant, pas de suite. L'Amiral Brady déclara que les études par pays remises par les représentants des États membres, soulignaient l'état de leur sécurité et de leur sûreté maritime, ainsi que de l'environnement de leur milieux marins respectifs. La réunion reçut aussi un rapport d'étape sur l'adoption des Conventions Maritimes Internationales, et quelques États membres soulignèrent les zones de difficulté qu'ils confrontaient dans leurs efforts, pour faire à ce que ces conventions soient englobées dans leurs législations nationales. Il signala aussi qu'en ce qui concernait l'application des nouvelles mesures de sécurité maritimes, le Code international pour la sûreté des navires et des ports, la Jamaïque et la Guyane avaient fait des progrès considérables, pas seulement dans l'application, mais aussi pour assurer la conformité, bien que ceci fut accompli à grands frais. Le Président du TGSSME résuma ensuite les points principaux des études par pays.

En ce qui concerne leur programme de sécurité maritime, les États-Unis signalèrent que les États membres avaient bénéficié de leur initiative de visites de sécurité portuaire à l'étranger. La Garde des Côtes des États-Unis, qui a visité des installations portuaires à travers le monde, a pu observer beaucoup de pratiques optimales, qu'elle a adoptées par la suite, et partagées avec la communauté internationale, en affichant l'information sur ses divers sites internet.

Les USA remarquèrent qu'au cours de leurs diverses visites à l'étranger, l'application initiale du Code ISPS s'avérait ne pas être difficile pour beaucoup de pays.

Cependant, maintenir la conformité, particulièrement les barrières et les équipements de détection, posait un défi majeur à beaucoup d'États.

Le représentant de la Garde des Côtes des États-Unis signala aussi qu'ils avaient collaboré avec un nombre d'organisations de la région, tels l'OEA, et les États de l'APEC du côté du Pacifique, avec lesquels ils sont actuellement engagés dans divers projets de renforcement de capacité, et de formation d'exercice.

Le Conseiller Maritime Régional (CMR) de l'OMI, le Lieutenant-général Curtis Roach, souligna qu'il était essentiel que les États membres reconnaissent l'importance du "Système d'Audit Volontaire des États Membres de l'OMI", surtout que cela aiderait les États membres qui ont des difficultés institutionnelles, et que ça les aiderait aussi à appliquer les conventions. Il ajouta que cet audit révélerait les failles et les lacunes, et mettrait l'OMI en mesure de prêter assistance par l'intermédiaire de son programme intégré de coopération technique. Le Conseiller Maritime Régional mit l'assemblée au courant des faits nouveaux dans le domaine de la prévention de la pollution, y compris les émissions atmosphériques des navires, et la gestion des eaux de ballast, deux domaines qui reçoivent une attention énergique dans la marina internationale. La question des installations de réception portuaires fut aussi discutée.

Le Président, Vice-Amiral Brady, informa ensuite la réunion du rapport sur la Commission interaméricaine des ports (CIP), concernant la réunion proposée pour Octobre 2007 au Venezuela. L'assemblée considéra aussi la possibilité que la direction future provienne des Ministres du Transport, et discuta brièvement des Objectifs Millénaires en ce qui a trait au transport.

Dans son résumé, l'Admiral Brady réitéra que le TWGMSSE continuerait à chercher des occasions de coopération et d'activités conjointes avec des organismes semblables, telle la Commission Interaméricaine des Ports. Il déclara aussi que le concept des Plans d'Action Régionaux pour la Sécurité Portuaire, le questionnaire RAPPs, devrait être développé et expédié aux États membres par le Comité Exécutif. Il recommanda que la Convention pour la gestion des eaux de ballast soit adoptée par les États membres. Il chercha aussi leur appui pour l'initiative du Programme mondial pour les eaux de ballast, que développent conjointement l'Organisation Maritime Internationale, le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) et le PNUD. Il souleva aussi la question de l'émission atmosphérique des navires, qui quoiqu'étant d'actualité, requière que du travail proactif soit effectué par les États membres dans ce secteur.

Comment [dd1]:

L'Admiral Brady encouragea les États membres à faire tout leur possible pour mettre en oeuvre les diverses conventions maritimes internationales, en faisant à ce qu'elles soient englobées dans leurs législations nationales.

Après cet exposé, le représentant de la CE de la Colombie annonça à l'assemblée que la Colombie avait développé et prit part à un processus très réussi, particulièrement dans le secteur des ports. Le représentant de l'AEC avisa ensuite l'assemblée qu'ils avaient un projet nommé Base de Données Maritimes, qui avait entrepris de collecter et de rassembler des renseignements sur tous les ports de la Caraïbe. Il informa aussi l'assemblée que l'un des problèmes que confrontait la région des Caraïbes, était le fait que de nombreuses personnes croyaient que la Caraïbe n'avait pas suffisamment de navires, mais il ajouta que ceci était un mythe. Souvent, des petits navires opèrent illégalement parmi les îles, et n'apparaissent, par conséquent, pas sur la carte.

Il informa aussi l'assemblée qu'une initiative des Nations Unies de 1997 avait déclaré la Mer des Caraïbes une zone spéciale. Il recommanda vivement aux membres de se concerter régulièrement, afin de travailler ensemble, au lieu de créer un chevauchement d'efforts, en reproduisant les mêmes processus.

3. Présentation de l'Association des États de la Caraïbe

Le représentant de l'AEC, Mr. Luis Carpio, remercia le Président de son invitation à la réunion. Il souligna le besoin de coopérer avec d'autres organismes de la région, dans le travail qui s'effectue dans le secteur du transport. Il ajouta que l'un des défis auquel faisait face l'AEC, dans la sous-région, constituée par les vingt-huit (28) pays de la région des Caraïbes, était le grand risque de la duplication des problèmes. Il suggéra que l'une des raisons des assistances si peu nombreuses aux réunions de l'ITHO, pourrait être le fait qu'une multitude d'initiatives se chevauchent, et particulièrement si le personnel du ministère est restreint, cela devient alors physiquement impossible d'être partout à la fois. Il réitéra que les pays de l'AEC étaient prêts à prêter leur assistance dans le domaine du transport et des catastrophes, et qu'il continuerait à chercher des moyens de coopérer avec l'ITHO dans son travail sur le transport. Il déclara aussi qu'il existait un lien entre les catastrophes et le transport, et que cette question serait placée à l'ordre du jour, pour être discutée dans les années à venir.

4. Présentation de l'Ambassadrice de La Trinité (Trinidad) & Tobago au sujet de la réunion Sommets des Amériques, à La Trinité (Trinidad) & Tobago 2009

l'Ambassadrice de La Trinité (Trinidad) & Tobago, SE Yvonne Gittens-Joseph donna un rapport bref des préparations de son pays pour la réunion Sommets des Amériques, qui aura lieu à La Trinité (Trinidad) & Tobago en 2009. Elle annonça à l'assemblée que le Dr. Luis Rodriquez avait été nommé Chef du Secrétariat pour l'organisation du sommet, et un comité avait été nommé pour travailler avec le Dr. Rodriquez. Le Dr Rodriquez présida la dernière réunion du Groupe de Révision de la mise en oeuvre des Recherches, convenu le 29 mars, 2007, à Washington, et il était prévu qu'il se réunirait encore au niveau ministériel pendant l'Assemblée Générale de l'OEA, qui aura lieu au Panama à partir du 30 juin, 2007. Les détails sur la préparation du sommet seront à la disposition des Ministres à la réunion. SE Gittens-Joseph annonça aussi que l'Ambassadeur de La Trinité (Trinidad) & Tobago à Washington, SE Valeer, préside la Commission sur la gestion des sommets interaméricains et la participation de la société civile. La participation et les renseignements sur cette réunion seront affichés sur le site internet de l'OEA.

5. Questions Administratives de l'ITHO:

Après la présentation, le Co-Président, USA représenté par Joe Traini, annonça aux délégués qu'on avait fait circuler un document intitulé "Structure Améliorée". Il demanda aux délégués de prendre le temps d'examiner le document en détail, et d'offrir leurs commentaires. Le représentant du GESSCA, Mr. Pierre Goulet, annonça que leur Groupe de Travail avait examiné le document, et décidé que les Groupes de la sûreté et de la sécurité resteraient ensemble pour former un seul groupe, car à leur avis la sûreté et la sécurité travaillent bien ensemble, pour établir de bonnes relations, ainsi qu'un bon processus de travail. Il déclara aussi qu'une bonne quantité de travail avait déjà été effectuée, et qu'ils continueraient sur la même voie. Le Dr. Fernando Sanclemente de la Colombie appuya les commentaires de Mr. Goulet. Le Président et le Co-président approuvèrent ces décisions.

Le Co-Président parla aussi d'un autre document qui avait été distribué, intitulé "Termes du mandat de l'ITHO". Il signala qu'il y avait un passage dans un autre document rédigé en 2002, qui déclarait que le Comité exécutif était autorisé à inviter d'autres genres d'organisations internationales à participer à ses réunions.

Il remarqua que l'ECLAC et la BID sont déjà membres, mais déclara qu'il se réjouirait d'une plus grande participation. Le Président fit remarquer que la participation d'autres organisations dans les activités de l'ITHO était très souhaitable.

Le Co-président remarqua que l'ITHO pourrait envisager de demander à des entreprises privées de subventionner les réunions, afin de soulager les pays hôtes d'une certaine part de responsabilité. Il suggéra que cette idée soit adoptée par les Ministres à la prochaine réunion ministérielle, pour être ratifiée.

Le Co-président présenta ensuite aux délégués le document "Guide de gestion de l'ITHO, Rôles et Responsabilités". Il leur expliqua que le document résumait dans les moindres détails les responsabilités du Comité Exécutif, qui est invité à orienter, et à servir de comité de pilotage, pour les Groupes de Travail. Il réitéra que le document n'était qu'une ébauche, et que, par conséquent, les délégués ne devraient pas hésiter à faire des suggestions ou autres commentaires concernant le document. Le Président interrompit pour informer l'assemblée qu'un document unique, intitulé "Manuel de l'ITHO", qui englobe toutes les brochures individuelles dont le Co-Président avait parlé, avait été rédigé. Le document ébauché serait traduit et distribué à tous les États membres, afin d'obtenir leurs commentaires.

6. Le Site Internet de l'ITHO

Le Co-président parla aussi du site internet officiel de l'ITHO qui n'était toujours pas financé, cependant l'hyperlien créé à travers le site internet du Ministère du logement, des transports, des eaux et des travaux publics de la Jamaïque, constituait une bonne alternative. Les informations seront affichées sur ce site pour l'usage des États membres.

7. Financement du Secrétariat Permanent, ITHO

Le Co-président adressa ensuite la question du Secrétariat Technique Permanent pour l'ITHO. Il déclara qu'une fois le financement identifié, que l'OEA fournirait la transparence et la gestion des fonds, et garderait la documentation pour l'ITHO. Il ajouta que si quelqu'un avait des suggestions sur le moyen d'obtenir du financement, que le Président devrait immédiatement en être informé, car il est très possible que des fonds inutilisés existent quelque part dans le système, pour un tel projet.

Il annonça aussi que l'OEA avait déclaré ne pas avoir de fonds disponibles pour porter assistance à l'ITHO.

Le Président suggéra que tous les représentants présents à la réunion devraient parler à leur Ministres des Affaires Extérieures, pour les amener à conférer avec l'OEA sur la question du financement pour le Secrétariat de l'ITHO. Il encouragea les membres à faire des recherches concernant les fonds, afin que la question puisse être proposée pour être incluse dans les discussions de la prochaine Réunion Ministérielle.

8. Réunion Ministérielle

Le Président annonça que la Réunion Ministérielle était prévue pour le 23-24 Août, 2007, à l'hôtel Ritz Carlton de Montego Bay, à la Jamaïque. La réunion du Comité exécutif est prévue pour le 22 août, 2007. Il annonça aussi que la Jamaïque se trouvait dans une année électorale, étant donné que les élections doivent constitutionnellement être tenues d'ici Octobre 2007. En cas d'un changement de date pour la Réunion Ministérielle, tous les États membres seront avisés. Elle demanda aux États membres de commencer à réfléchir à la question de la présidence pour la prochaine période biennale, étant donné que l'Exécutif devrait être en mesure d'annoncer quels pays s'étaient proposés pour les postes de Président et de Co-président.

9. Autres Affaires

Le Conseil de Recherche sur les Transports: Le Co-Président, Joe Traini annonça que le CRT tiendrait sa réunion annuelle à Washington en Janvier 2008. Il avait parlé avec la Présidente du Comité des Activités Internationales, Alejandra Medina, qui souhaite avoir une voix Caribéenne et Nord Américaine à ces réunions, et qui est par conséquent, intéressée à travailler avec l'ITHO, comme plate-forme pour effectuer ce processus. Le Co-président annonça qu'il continuerait à maintenir le contact avec elle, afin d'élaborer un plan qui permettrait à l'ITHO de compléter les activités de son comité. La Présidente annonça que la Jamaïque fut représentée par cinq personnes à la réunion de Janvier 2007.

Le Sous-Directeur de la Direction Générale de l'Aviation Civile, le Lt. Col Oscar Derby informa la réunion qu'il y avait un débat vigoureux autour de la question d'échange de quotas d'émission, dans la mesure où les Européens cherchent à imposer une redevance sur les émissions, aux lignes aériennes qui opèrent en Europe.

Il déclara que ceci pourrait accabler beaucoup d'états dont les lignes aériennes opèrent à destination de l'Europe. Il encouragea les États membres à faire des recherches, et à recourir à des experts en matière d'échanges de droits d'émission, afin d'établir leur position, pour leur participation aux réunions. La Présidente informa qu'à la dernière réunion du Groupe de Travail du Transport APEC, le groupe avait rédigé une déclaration des Ministres qui, en fait, demande à l'UE de suspendre cette redevance.

La Présidente annonça ensuite aux délégués qu'une synthèse du Plan d'action biennal serait distribuée à tous les États membres, et que tous commentaires et suggestions seraient appréciés.

La Présidente annonça que le Plan d'Action serait le schéma directeur pour le développement du travail de l'ITHO. Elle annonça aussi que des mesures seraient prises pour renforcer le Groupe de travail des experts de transports terrestres, afin qu'ils puissent élaborer des projets concrets pour l'avenir. En ce qui concerne le Groupe de travail technique sur la sûreté maritime, la sécurité et l'environnement, un effort concerté serait fait pour que les États membres soient plus engagés au niveau technique. Elle était d'avis que si les Groupes de travail techniques se réunissaient avec toute l'expertise et la compétence technique, que le renforcement des capacités, le partage d'information, la formation durable, le développement de la collecte des données, et l'amélioration du site internet, se réaliseraient sans difficulté. Ceci ne s'est, cependant, pas réalisé jusqu'ici, car nous avons été incapables d'obtenir le nom de la personne à contacter dans aucun des départements techniques des Ministères des États membres.

La Présidente, parlant au nom de la Jamaïque, annonça aussi que la Déclaration Ministérielle qui émanerait de la Réunion Ministérielle prévue pour Août, adresserait de manière définitive le renouvellement de l'engagement des États membres en faveur de l'ITHO, tenant compte des philosophies dominantes sur lesquelles la Déclaration Ministérielle initiale était basée.

Les affaires à l'ordre du jour étant épuisées, la Présidente et le Co-Président remercièrent les délégués de leur participation, et leur confirmèrent qu'ils seraient informés des détails de la réunion Ministérielle prévue pour 23-24 Août, 2007.

LIST OF PARTICIPANTS - 10th Executive Committee Meeting, April 27, 2007

BRAZIL

Mr. Carlos Guedes (Representing Co-Chair)
Minister Consul
Embassy of the Federative Republic of Brazil
First Life Building, 3rd Floor
64 Knutsford Boulevard
Kingston 5
Tel: (876) 929-8607-8
Fax: (876) 868-5897
Email: guedes@mre.gov.br

CANADA

Mr. Russell Merifield
Counsellor
Canadian High Commission
3 West Kings House Road
Kingston 5
Jamaica
Tel: (876) 511-3350
Fax: (876) 511-3491
Email: Russell.merifield@international.gc.ca

COLOMBIA

His Excellency Sr. Ventura Emilio Diaz
Ambassador
Embassy of the Republic of Colombia
Victoria Mutual Building
53 Knutsford Boulevard
Kingston 5
Tel: (876) 929-1701-2
Fax: (876) 968-0577
Email: embajador@cwjamaica.com

Dr. Jorge Morales
Minister Consul
Embassy of the Republic of Colombia
Victoria Mutual Building
53 Knutsford Boulevard
Kingston 5
Tel: (876) 929-1701-2
Fax: (876) 968-0577
Email: consuljam@cwjamaica.com

THE DOMINICAN REPUBLIC

Her Excellency Philomena Navarro Tavarez
Ambassador
Embassy of the Dominican Republic
4 Hacienda Way, Norbrook
Kingston 8
Tel: (876) 931-0044
Fax: (876) 925-1057
Email: domeb@cwjamaica.com

Sr. Cristian Flores
Consul
Embassy of the Dominican Republic
4 Hacienda Way, Norbrook
Kingston 8
Tel: (876) 931-0044
Fax: (876) 925-1057
Email: domemb@cwjamaica.com

ECUADOR

Mrs. Clelia Barreto de Hunter
Honorary Consul
Consulate of the Republic of Ecuador
c/o Mayfair Hotel
4 West Kings House Road
Kingston 10
Tel: (876) 929-3703, (876) 885-2122
Fax: (876) 926-7741
Email: barretoclelia@yahoo.com

HAITI

Mr. Max J. Alce
Charge d' Affairs
Embassy of the Republic of Haiti
2 Munroe Road
Kingston 6
Tel: (876) 927-7595
Fax: (876) 978-7638
Email: maxalce1@hotmail.com

JAMAICA

Dr. Alwin Hales
Permanent Secretary
Ministry of Housing, Transport, Water & Works
138h Maxfield Avenue
Kingston 10
Tel: (876) 754 -1900, 2584
Fax: (876) 920- 8763
Email: ps@mtw.gov.jm

Mrs. Elsa-May Binns
Senior Director, Policy, Planning & Evaluation
Ministry of Housing, Transport, Water & Works
138h Maxfield Avenue
Kingston 10
Tel: (876) 754-1900,
Fax: (876)
Email: EBinns@mhtww.gov.jm.

Ms. Valerie Simpson
Director Policy
Ministry of Housing, Transport, Water & Works
138h Maxfield Avenue
Kingston 10
Tel: (876)754-1900
Fax: (876) 754-2595
Email: VSimpson@mhtww.gov.jm

Dr. Janine Dawkins
Director, Technical Services
Ministry of Housing, Transport, Water & Works
138h Maxfield Avenue
Kingston 10
Tel: (876) 754-1900
Fax: (876) 754-9748
Email: JDawkins@mhtww.gov.jm

Mr. Paul Clemetson
Director, Road Safety Unit
Ministry of Housing, Transport, Water & Works
138h Maxfield Avenue
Kingston 10
Tel: (876) 960-8573-5
Fax: (876) 960-2886
Email: PClemetson@mhtww.gov.jm

Rear Admiral Peter Brady
Director General
Maritime Authority of Jamaica
7th Floor Dyll Building
40 Knutsford Boulevard
Kingston 5
Tel : (876) 929-2201
Fax: (876) 754-7256
Email: pbrady@jamaicaships.com

Col. Torrance Lewis
Director General
Jamaica Civil Aviation Authority
4 Winchester Road
Kingston 10
Tel: (876) 960-3948, 960-3965, 960-4033
Fax: (876) 920-0194
Email : jcivav@jcaa.gov.jm

Lt. Col Oscar Derby
Deputy Director General
Jamaica Civil Aviation Authority
4 Winchester Road
Kingston 10
Tel: (876) 960-3948, 960-3965, 960-4033
Fax: (876) 920-0194
Email: ddgra@jcaa.gov.jm

MEXICO

Her Excellency Rosaura Rueda Guitierrez
Ambassador
Embassy of the United Mexican States
PCJ Building
36 Trafalgar Road
Kingston 10
Tel: (876) 926-6891
Fax: (876) 929-7995
Email : rleonoramx@yahoo.com

Sr. Alejandro Madrigal
Consular
Embassy of the United Mexican States
PCJ Building
36 Trafalgar Road
Kingston 10
Tel: (876) 926-6891
Fax: (876) 929-7995
Email: amadrigal@cwjamaica.com

Panama

His Excellency Sr. Ricardo Moreno Flores
Ambassador
Embassy of the Republic of Panama
1 Norbrook Close
Kingston 8
Tel: (876) 376-1970
Email: panaemba@hotmail.com

United States of America

Mr. Joseph Traini
Co-Chair, WHTI & International Transport Specialist
U.S Department of Transportation
Office of the Secretary
1889 F Street, NW
Washington D.C.
U.S.A
Tel: (202) 366-0603
Fax: (202) 366-7417
Email: Joseph.traini@dot.gov

Mr. Michael Brown
Port Security Specialist
U.S. Coast Guard
2100 2nd Street SW, RM 5222
Washington, DC
U.S.A
Tel: (202) 267-4342
Fax: (202) 267-0814
Email: mbrown@.comdt.uscg.mil

Mr. Michael Avery
International Transport Specialist
Department of Transport
1889 F Street, NW
Washington, DC
USA
Tel: (202) 366-0603
Fax:(202) 360-7417
Email: Michael.Avery@dot.gov

AGENCIES

I.M.O
Commander Curtis Roach
Regional Maritime Adviser (Caribbean)
International Maritime Organization
2nd Floor, ANSA House,
Cnr. Queen & Henry Streets
Port-of-Spain, Trinidad & Tobago
Tel : (868) 624-6159
Fax: (868) 625-8666
Email: imoadviser@mail.tt

OTHER INVITED GUESTS

ACS

Mr. Luis Carpio
Director, Transportation & Natural Disasters
Association of Caribbean States
5-7 Sweetbriar Road
Port-of-Spain
Trinidad & Tobago
Tel: (868) 622-9575
Fax: (868) 622-1653
Email: lcarpio@acs-aec.org

CMOU

Mr. Ivor English
Director General, Maritime Administration of Guyana
Maritime Administration Department
Ministry of Public Works Building
Fort Street
Kingstown, Georgetown
Guyana
Tel: (011 592) 225-7330
Fax: (011 592) 226-9581
Email: marad@networksgy.com, english@networksgy.com

Ms. Katarina McGhie
Secretary
Caribbean Memorandum of Understanding
on Port State Control
40 Knutsford Boulevard
4th Floor
Kingston 5
Jamaica, West Indies
Tel: (876) 926-2946
Fax: (876) 754-7256
Email: kmcghie@jamaicaships.com

Transport Canada

Mr. Pierre Goulet (Representing GEASSA, Co-Chair)
Director, Transportation Security
Transport Canada
330 Sparks Street
Place de Ville, Tower C
Ottawa, Ontario
Canada
Tel: (613) 998-6440
Fax: (613) 990-3894
Email: gouletp@tc.gc.ca

Civil Aviation -Colombia

Dr. Fernando Sanclemente Alzate (Representing Chair of GEASSA)
Director General
Unidad Administrativa Especial de Aeronautica Civil
Aeropuerto Internacional El Dorado, Cuarto Piso
Bogota D.C
Colombia
Tel: (57 1) 266-2201, 413-9276
Fax: (57 1) 413 8586
Email: fsanclemente@aerocivil.gov.co

Sr. Sergio Paris Mendoza
Manager of International Projects
Aeropuerto Internacional El Dorado
OF. 508
Bogota D.C
Colombia
Tel: (571 1) 266-3769
Fax: (571 1) 266-3767
Email: sergio.paris@aerocivil.gov.co

WHTI SECRETARIAT

Dianna Fraser-Campbell
Executive Coordinator
WHTI Secretariat
Ministry of Housing, Transport, Water & Works
138h Maxfield Avenue
Kingston 10
Tel: (876) 754-7291
Fax: (876) 754-2595
Email: dfraser-campbell@mhtww.gov.jm

